

BULLETIN D'INFORMATION

LA MARINE ÉGYPTIENNE SAUVE DES IMMIGRANTS ILLÉGAUX EN MÉDITERRANÉE

La Marine égyptienne a secouru un groupe de migrants clandestins dont le navire était tombé en panne en mer Méditerranée jeudi. Le gouvernorat d'Alexandrie a publié une déclaration détaillant l'opération de sauvetage, expliquant qu'il avait reçu un rapport de la salle des opérations du port d'Alexandrie. Le rapport indiquait qu'un navire américain nommé USS Bulkely avait repéré un bateau de migrants clandestins en panne à 130 milles nautiques de la ville frontalière de Sallum, transportant 31 personnes de différentes nationalités. La déclaration ajoutait que la Marine égyptienne s'était immédiatement mobilisée après avoir reçu le rapport pour récupérer les migrants et les transférer au quai n° 8 du port d'Alexandrie. De plus, sept ambulances équipées et une équipe médicale complète ont été dépêchées. La Direction de la solidarité sociale a fourni le soutien nécessaire aux blessés. La déclaration du gouvernorat d'Alexandrie notait que l'incident avait entraîné la mort d'un migrant et des blessures graves pour cinq autres. Les blessés ont été transportés dans le port d'Alexandrie, et les procédures nécessaires sont en cours. Il est à noter que depuis 2016, l'Égypte applique une loi visant à réduire "l'immigration clandestine". La loi stipule "une peine de prison sévère et une amende d'au moins 200 000 EGP et d'au plus 500 000 EGP (avec un dollar égal à 30,8 EGP), ou une amende égale à la valeur du bénéfice obtenu, selon le montant le plus élevé, pour quiconque commet, tente de commettre ou médie dans le crime de trafic de migrants." L'Égypte intensifie ses efforts pour lutter contre "l'immigration clandestine" par le biais d'initiatives de sensibilisation visant à offrir une vie sûre aux citoyens.



LA GRÈCE DÉMENT LES ACCUSATIONS D'ANKARA DE POUSSER DES MIGRANTS VERS LE TERRITOIRE TURC

La Garde côtière grecque a démenti lundi les accusations du ministère turc de la Défense selon lesquelles elle aurait repoussé des migrants des côtes de Lesbos vers la Turquie, selon Reuters. Plus tôt, le ministère turc de la Défense avait publié une vidéo de drone sur la plateforme X montrant une opération de la Garde côtière grecque. La vidéo montrait prétendument un navire grec poussant un bateau transportant des migrants depuis le nord de l'île de Lesbos vers les eaux territoriales turques. Le ministère a déclaré sur X : "Notre Commandement de la Garde côtière a été immédiatement informé, et les migrants concernés ont été secourus par un bateau qui a atteint la zone."

Un haut responsable de la Garde côtière grecque a répondu : "Ce n'était en aucun cas un refoulement, mais plutôt une détection et une prévention d'entrée illégale dans les eaux territoriales grecques." Les groupes d'aide accusent la Grèce, un point d'entrée clé pour les réfugiés et les migrants du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique dans l'UE, de repousser de force les migrants de ses frontières maritimes et terrestres, ce qui est également connu sous le nom de "refoulements", une pratique illégale.

La Grèce et la Turquie, toutes deux membres de l'OTAN, ont des différends de longue date sur des questions telles que l'étendue de leurs plateaux continentaux, les ressources énergétiques, l'espace aérien au-dessus de la mer Égée et l'île ethniquement divisée de Chypre.

Cet incident survient deux jours après le 50e anniversaire de l'invasion turque d'une partie de l'île à la suite d'un coup d'État de courte durée instigué par la Grèce. Les Chypriotes grecs cherchent à réunifier l'île en une entité fédérale, tandis que les Chypriotes turcs souhaitent un règlement basé sur deux États séparés. La situation reste émotionnellement chargée pour les deux pays, entravant les ambitions de la Turquie de rejoindre l'UE et compliquant le potentiel énergétique en Méditerranée orientale en raison de revendications chevauchantes.

En 2023, les deux pays ont convenu de renouveler leurs relations et de tracer une feuille de route vers une nouvelle ère de liens plus étroits.



EXPULSION DE MIGRANTS VERS LE RWANDA... UNE NOUVELLE ACCUSATION CONTRE L'ANCIEN GOUVERNEMENT BRITANNIQUE



La nouvelle ministre de l'Intérieur britannique, Yvette Cooper, a accusé lundi le gouvernement conservateur précédent d'avoir dissimulé sa prévision de dépenses de dix milliards de livres (13 milliards de dollars) pour un plan ultérieurement annulé de déportation de certains demandeurs d'asile au Rwanda.

Le gouvernement du Premier ministre Keir Starmer a annulé ce plan après avoir remporté confortablement les élections ce mois-ci.

Cooper, membre du Parti travailliste, a déclaré au Parlement que les contribuables avaient déjà dépensé 700 millions de livres pour affréter des vols qui n'ont jamais décollé, ainsi que pour payer le gouvernement rwandais et gaspiller d'innombrables heures de travail gouvernemental, entre autres.

Elle a ajouté que depuis sa nomination il y a deux semaines, elle examine "les politiques, programmes et législations que nous avons hérités... C'est le gaspillage le plus énorme de l'argent des contribuables que j'aie jamais vu."

Le gouvernement conservateur précédent avait annoncé en 2022 qu'il mettrait fin à l'arrivée de demandeurs d'asile en Grande-Bretagne sans permission sur de petits bateaux en les déportant au Rwanda.

Le gang qui a fait passer des migrants d'Egypte en Italie comparait aujourd'hui devant le tribunal penal



La Cour criminelle du Caire, réunie dans le Cinquième Secteur, poursuit aujourd'hui, samedi, le procès d'un gang composé de 12 accusés, établi dans le but de faire passer clandestinement des migrants d'Égypte en Italie, en écoutant les plaidoiries.

L'acte d'accusation indique qu'en 2021, dans la juridiction du Département de police de Nozha, les 12 accusés, avec d'autres inconnus, ont illégalement fait passer des migrants, totalisant 16 victimes, de la République arabe d'Égypte à l'État de Libye, en se faufilant à travers des chemins désertiques, puis vers l'Italie par mer, en utilisant des bateaux de pêche non désignés à cet effet, dans l'intention de réaliser un gain financier.

Les enquêtes ont indiqué que le crime avait un caractère transnational et posait une menace pour la vie des victimes susmentionnées, les mettant en danger comme détaillé dans les enquêtes.

L'acte d'accusation a également mentionné que les accusés, avec d'autres inconnus, avaient rejoint un groupe criminel organisé établi pour faire passer clandestinement des migrants d'Égypte en Italie en vue d'un gain financier.

IMMIGRATION CLANDESTINE. 60 ARRÊTÉS D'ÉGYPTIENS EN LIBYE EN VUE DE LEUR EXPULSION

Les autorités libyennes ont annoncé l'arrestation de 60 Égyptiens qui étaient entrés illégalement dans le pays dans une tentative de migration vers l'Europe. Les autorités ont déclaré que des patrouilles de la Force de soutien de la direction dans la région occidentale ont réussi à appréhender plusieurs migrants qui se préparaient à migrer par mer depuis la ville de Zuwara. Les migrants ont été transférés au siège de la Force de soutien de la direction pour compléter les procédures légales et humanitaires en vue de leur expulsion. Des informations obtenues par "Al Arabiya Net" ont révélé que la majorité des Égyptiens détenus étaient originaires de la ville de Sahel Selim dans le gouvernorat d'Assiout, dans le sud de l'Égypte. Ils avaient voyagé en Libye en janvier pour travailler, avec l'intention de migrer plus tard vers l'Europe par le biais de réseaux de migration illégale. Plusieurs proches des détenus ont parlé à "Al Arabiya Net". Thomas Malak a déclaré qu'il avait perdu contact avec son frère, qui travaillait en Libye depuis janvier, jusqu'à ce qu'il soit surpris de voir des photos de lui parmi les détenus sur les pages des réseaux sociaux de la police libyenne, l'accusant de tentative de migration illégale. Il a confirmé que plus de 60 jeunes hommes de sa ville étaient avec son frère, ayant voyagé ensemble pour travailler là-bas. Jaafar Fareq a expliqué que son frère avait également disparu depuis le début de juillet et a été choqué de voir sa photo parmi ceux annoncés comme ayant été arrêtés pour migration illégale. Il a confirmé que son frère avait quitté l'Égypte légalement via l'aéroport Borg El Arab à Alexandrie et avait voyagé uniquement pour travailler, sans intention de migrer en Europe. Milad Adly Samir a déclaré que son fils avait voyagé en Libye légalement en mars et travaillait dans la construction, mais le contact a été perdu avec lui au début de juillet. Il a ensuite été surpris par un appel d'une personne l'informant que son fils avait été arrêté avec d'autres. Auparavant, les autorités ont décidé de renvoyer des centaines d'Égyptiens qui étaient entrés illégalement dans le pays pour travailler ou migrer en Europe, en particulier en Italie. Les autorités ont révélé que des centaines de migrants avaient été appréhendés dans un entrepôt de refuge à Tobrouk avant leur voyage prévu vers l'Italie, y compris 25 enfants, dont la plupart étaient originaires d'un même village du gouvernorat de Sharqia, dans le nord de l'Égypte. L'Égypte a appelé à une confrontation décisive avec les réseaux de migration illégale et a demandé des actions contre eux. L'Égypte a également annoncé la mise en œuvre de lois strictes pour combattre le crime de migration illégale et toute personne impliquée dans son organisation ou sa facilitation. Elle a confirmé que les contrôles aux frontières avaient été renforcés pour empêcher les migrants illégaux de partir par les côtes égyptiennes.



AUTRICHE : L'IMMIGRATION CLANDESTINE EN BAISSÉ DE 64% EN JUIN

Le ministre de l'Intérieur autrichien, Gerhard Karner, a confirmé aujourd'hui, samedi, que son pays a réussi à contrer la tendance internationale en matière d'immigration illégale. Il a expliqué qu'en juin, 1 835 demandes d'asile ont été déposées en Autriche, représentant une diminution de 64 %. Dans des déclarations aujourd'hui, Karner a déclaré qu'en comparaison avec le reste de l'Union européenne, les demandes d'asile y ont à peine diminué par rapport à l'année précédente. Le ministre a noté que les passeurs évitent actuellement l'Autriche, et qu'il y a une baisse significative des traversées illégales des frontières, des demandes d'asile et des demandes de regroupement familial dans le domaine de l'asile. Le ministre de l'Intérieur autrichien a souligné qu'en comparant le premier semestre de cette année avec la même période de l'année dernière, il y a une baisse significative. Au premier semestre 2023, 23 142 demandes d'asile ont été déposées, tandis que cette année, il y en a eu 13 479, soit une diminution de 9 663 demandes ou de 42 %. L'Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières (OFDF) a rapporté que près de 12 500 personnes résidant illégalement en Suisse ont été arrêtées entre janvier et fin juin 2024, marquant une diminution d'un tiers par rapport à 2023, lorsque le nombre de ces cas était inférieur à 17 800 au premier semestre de l'année. "La Radio et Télévision Suisse" a cité Reto Korman, porte-parole du Secrétariat d'État aux migrations, disant que cette diminution de la migration irrégulière est due à deux facteurs principaux : le premier est la réduction de moitié des débarquements dans le sud de l'Italie à environ 30 000 au premier semestre 2024, et le second est le changement significatif de la route dans les Balkans occidentaux, où la Serbie, en particulier, a intensifié sa lutte contre les passeurs, conduisant de nombreux réfugiés à emprunter des routes alternatives qui ne passent plus par la Suisse. L'Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières (OFDF) avait enregistré une augmentation significative des entrées illégales en 2022 et 2023, avec plus de 50 000 migrants irréguliers, notamment aux frontières sud et est.

UN TIERS DE SA POPULATION EST CONSTITUÉE D'IMMIGRÉS. COMMENT LA LIBYE EST-ELLE DEVENUE LE PLUS GRAND CENTRE D'IMMIGRATION VERS L'ITALIE ?



Khattar, un Syrien de 25 ans, n'a pas surmonté ce qu'il a enduré en Libye avant de partir il y a deux ans. Bien qu'il n'y ait passé que quelques jours, cela reste une "expérience mauvaise inoubliable", comme il la décrit. Au début de 2022, Khattar a été emprisonné par les forces de sécurité syriennes après qu'elles aient repris le contrôle de la ville de Daraa, dans le sud de la Syrie. Après plusieurs tentatives de son père, Khattar a été libéré après quelques mois, mais son père a insisté pour qu'il quitte le pays afin de préserver sa vie. Khattar a raconté à la BBC que son père avait payé 6 500 dollars à une personne nommée Abu Omar en Syrie pour un voyage vers la Libye, d'où il embarquerait ensuite sur un bateau pour l'Italie. Khattar a raconté à la BBC qu'il s'était envolé vers l'aéroport Benina de Benghazi via un vol direct depuis l'aéroport de Damas à la mi-août 2022. La plupart des passagers du vol prévoyaient de migrer vers l'Europe. À son arrivée en Libye, les agents de sécurité de l'aéroport ont confisqué leurs passeports et ont exigé 50 dollars pour les leur rendre. Khattar dit : "Nous sommes restés environ deux heures à l'aéroport, pendant lesquelles nous avons été maltraités, insultés, maudits et même battus dans certains cas. Puis nous avons payé 50 dollars et nous sommes partis."



En chiffres et en détails. Le nombre de résidents illégaux aux États-Unis et les moyens légaux d'immigrer

Le premier mandat présidentiel de Trump a été marqué par une forte concentration sur l'immigration, car il a montré un désir de changer radicalement le système d'immigration et d'asile. Même pendant sa première campagne électorale en 2016, Trump a attaqué les immigrants, considérant que la plupart d'entre eux étaient des "voleurs et des porteurs de drogue et de crime." Alors qu'il cherche à revenir à la Maison-Blanche, l'ancien président déclare que s'il est réélu, il est déterminé à expulser environ 20 millions d'immigrants vivant aux États-Unis sans autorisation légale. Trump a déclaré lors d'un rassemblement électoral samedi : "Je vais travailler sur un processus massif pour expulser les immigrants illégaux dès que je prendrai mes fonctions." Alors, quels sont les chiffres de ces individus et comment sont-ils arrivés aux États-Unis ? En revanche, quelles sont les voies légales pour immigrer ? Le Bureau fédéral du recensement ne montre pas de chiffres spécifiques pour les immigrants illégaux, les incluant parmi la population née à l'étranger, quel que soit leur statut légal. Les données du bureau en 2022 montrent qu'entre 2010 et 2022, le nombre de résidents nés à l'étranger a augmenté de 15,6 %. Le rapport indique que le nombre de résidents nés à l'étranger était de 46,2 millions (13,9 % de la population totale) en 2022, contre 40,0 millions (12,9 % de la population totale) en 2010. En novembre de l'année dernière, le Pew Research Center de Washington a estimé le nombre d'immigrants illégaux à environ 10,5 millions en 2021, représentant environ 3 % de la population totale des États-Unis et 22 % de la population née à l'étranger. L'Institut de Politique Migratoire a également estimé qu'il y avait 11,7 millions d'immigrants illégaux, dont près de la moitié provenaient du Mexique (5,3 millions), suivis par le Salvador et le Guatemala avec environ 700 000 chacun, et l'Inde et le Honduras avec environ 500 000 chacun.



Selon les chiffres du Pew Research Center, le nombre d'immigrants illégaux en provenance du Mexique a diminué de 900 000 entre 2017 et 2021, atteignant 4,1 millions. Les informations de l'Institut de Politique Migratoire révèlent qu'environ un quart des immigrants (2,3 millions) vivent aux États-Unis depuis moins de cinq ans, et près de la moitié d'entre eux sont âgés de 25 à 44 ans.

LA SÉCURISATION DES JEUX OLYMPIQUES : LA FRANCE SCRUTE LES COMMUNAUTÉS IMMIGRÉES DES ANCIENNES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé que les services de sécurité français examinent de près les communautés de migrants provenant des anciennes républiques soviétiques dans le but de sécuriser les Jeux Olympiques contre la menace de l'État islamique, confirmant ainsi un rapport publié par Reuters la semaine dernière.

Dans une interview publiée dans Le Parisien mardi, Darmanin a déclaré que "l'État islamique - Province du Khorasan" représente sans aucun doute le mouvement le plus dangereux. Cependant, il a précisé que les autorités n'ont identifié aucune menace concrète pour les Jeux Olympiques.

L'État islamique - Province du Khorasan est une branche de l'État islamique et tire son nom de la région historique du Khorasan, qui comprenait des zones de l'Iran, de l'Afghanistan et de l'Asie centrale.

Darmanin a noté que pour contrer cette menace, les services de sécurité examinent particulièrement tous les individus détenant dix nationalités des anciennes républiques soviétiques.



ROYAUME-UNI : ACCÉLÉRER LES EXPULSIONS AU LIEU DU PLAN POUR LE RWANDA

Malgré l'annonce de l'abandon du plan de déportation vers le Rwanda, le nouveau gouvernement britannique continue d'adopter une approche axée sur la lutte contre la traite des êtres humains et la réduction des migrations à travers la Manche. La ministre de l'Intérieur a annoncé son intention d'accélérer les expulsions des migrants vers leurs pays d'origine et de renforcer les contrôles aux frontières.

Après la victoire significative du Parti travailliste lors des récentes élections au Royaume-Uni, le gouvernement a rapidement affirmé son plan de contrôle de l'immigration, annonçant un "programme sérieux" pour expulser les migrants vers leurs pays d'origine.

Cette mesure a été annoncée par le gouvernement lundi comme une alternative au plan controversé de déportation des demandeurs d'asile vers le Rwanda en Afrique de l'Est. La ministre de l'Intérieur, Yvette Cooper, a condamné le projet, qui a coûté aux contribuables britanniques "700 millions de livres sterling" (830 millions d'euros).

Le nouveau Premier ministre travailliste, Keir Starmer, a confirmé dès son arrivée au pouvoir l'abandon du projet Rwanda, estimant qu'il était "mort et enterré" avant même d'avoir commencé.

En même temps, il a annoncé son intention d'accélérer le traitement des demandes d'asile tout en intensifiant les efforts contre les gangs de passeurs pour "renforcer" les frontières, s'engageant à traiter la question de l'immigration "de manière humaine."



SÉNÉGAL : MIGRATION IRRÉGULIÈRE ET EFFORTS DE L'ÉTAT POUR LA RÉDUIRE... ET S'ATTAQUER À SES CAUSES



Dans un segment des salles de rédaction, Samira Walnabi accueille le journaliste sénégalais Tierno Bashir depuis la capitale, Dakar, pour mettre en lumière les causes et les conséquences de la migration irrégulière, notamment à la suite d'incidents tragiques. Les forces sénégalaises ont intercepté plus de 200 "migrants irréguliers" sur un bateau, quelques jours après qu'un bateau ayant quitté les côtes sénégalaises a coulé, entraînant des décès au large de la Mauritanie voisine. De plus, la Marine royale marocaine a sauvé au moins 189 migrants sénégalais au large de la côte de Dakhla, dans le sud du royaume.

Autriche : une initiative visant à rétablir les contacts avec la Syrie contribue à la lutte contre l'immigration clandestine

Le ministre autrichien de l'Intérieur, Gerhard Karner, a salué l'initiative récente du ministre des Affaires étrangères, Alexander Schallenberg, dans laquelle il a appelé les dirigeants de l'UE à s'engager et à coopérer avec le président syrien pour freiner l'afflux de personnes fuyant la Syrie vers l'Europe.

Dans des déclarations faites mercredi, le ministre de l'Intérieur autrichien a décrit l'initiative de reprendre les communications avec le président syrien Bachar al-Assad comme une étape sensée et positive. Il a souligné la conviction de l'Autriche et de l'UE qu'il est nécessaire d'intensifier la coopération pour lutter contre l'immigration illégale.

Il a noté que les efforts récents ont permis d'augmenter les communications avec les représentants des États membres de l'UE afin d'améliorer la coopération avec les pays tiers dans la lutte contre l'immigration illégale. Il a mentionné que les dernières discussions incluaient les ministres de l'Intérieur de la Hongrie, du Luxembourg, de la Belgique, de la Slovaquie, des Pays-Bas, de l'Italie, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Croatie, en marge du conseil informel des ministres de l'Intérieur à Budapest.

Le ministre a souligné que les discussions se sont concentrées sur l'intensification de la coopération avec les soi-disant pays tiers dans la lutte contre l'immigration illégale, expliquant que pour que le nouveau pacte sur l'asile et la migration réussisse, une coopération étroite avec des pays en dehors de l'UE est absolument essentielle. C'est la seule façon de réduire la pression sur les frontières extérieures de l'UE.

Karner a jugé nécessaire d'externaliser les procédures d'asile pour y parvenir. Il a noté qu'en plus de l'immigration illégale et de la lutte contre les mafias de passeurs, il y a une coordination européenne sur les efforts conjoints contre le crime organisé.

